



HAL
open science

Ouverture du champ des possibles résidentiels : une approche par les flux de changement de domicile

Emre Korsu

► **To cite this version:**

Emre Korsu. Ouverture du champ des possibles résidentiels : une approche par les flux de changement de domicile. 2023. halshs-04217500

HAL Id: halshs-04217500

<https://shs.hal.science/halshs-04217500>

Preprint submitted on 27 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ouverture du champ des possibles résidentiels : une approche par les flux de changement de domicile

The range of residential possibilities when people move : a flow-based approach

Emre Korsu

Maître de conférences à l'Université Gustave Eiffel

Laboratoire Ville Mobilité Transport – Université Gustave Eiffel & Ecole des Ponts ParisTech

emre.korsu@enpc.fr

Résumé : Cet article s'intéresse au degré d'ouverture des champs des possibles résidentiels. Quelle est la variété des options qui se présentent aux ménages comme des « possibles », que ceux-ci envisagent comme tels, considèrent, étudient, évaluent, mettent en discussion lorsqu'ils sont en situation de déménager ? En complément d'une recherche qui procède par enquête qualitative, en faisant, avec les intéressés, l'histoire d'épisodes de déménagement passés, les recherches présentées ici procèdent par une voie détournée méthodologiquement, en explorant statistiquement les flux de mobilité résidentielle. Mobilisant les données de l'édition 2016 de l'Enquête Annuelle du Recensement, nous étudions statistiquement les trajectoires résidentielles empruntées par des « proches sociaux », c'est-à-dire des individus qui partagent une série de traits communs – comme une même position socio-professionnelle ou un même niveau d'études -, habitant au départ un même secteur de la métropole parisienne, et qui ont, ensuite, déménagé. La variété des destinations rejointes, que ce soit en termes géographiques, ou d'un point de vue sociologique, fondé sur le niveau de revenus des populations habitant la destination rejointe, est alors interprétée comme signe d'une ouverture des champs des possibles résidentiels – interprétation que nous soumettons à discussion à la fin de l'article.

Mots-clés : champ des possibles, mobilité résidentielle, trajectoire résidentielle, flux résidentiels, choix de logement, métropole parisienne

Abstract : This article focuses on the range of residential possibilities when people move. What is the variety of options presented to households as a “possibility”, which they consider as such, study, evaluate, discuss when they are in a situation of moving ? In addition to a research that proceeds by qualitative survey, by making, with the interviewees, the history of past moving experiences, the research presented here proceeds by a complementary methodological approach, by statistically exploring the flows of residential mobility. Using data from the 2016 edition of the Annual Census Survey, we statistically study the residential paths followed by sociologically similar individuals, i.e. people who share a series of common attributes - such as an identical socio-professional status or an identical educational attainment -, initially living in the same sector of the Paris metropolitan area, and who then moved. The variety of destinations reached, whether in geographical terms or from a sociological point of view, based on the level of income of the populations living in the destination reached, is then interpreted as a sign of a wide range of residential possibilities for people who move – interpretation that we submit for discussion at the end of the article

Key-words : range of possibilities, residential mobility, housing choice, Paris metropolitan area

Notice biographique : Urbaniste de formation, Emre Korsu est maître de conférences à l'Université Gustave Eiffel. Il conduit des recherches en sociologie de la mobilité au Laboratoire Ville Mobilité Transport – unité commune à l'Université Gustave Eiffel et à l'École des Ponts ParisTech. Ses recherches portent notamment sur les pratiques de mobilité au quotidien et sur les expériences de déménagement, étudiées en particulier sous l'angle de leur diversité/uniformité. Il est l'auteur de *Les villes sont peuplées de gens qui ne sont pas (toujours) ceux qu'on croit* et de *Champs des possibles résidentiels. Histoires drôles et sérieuses de déménagement* – disponibles en libre-accès en ligne.

Ouverture du champ des possibles résidentiels : une approche par les flux de changement de domicile

La recherche présentée ici participe d'un ensemble d'investigations empiriques à travers lesquelles nous tentons d'estimer le degré d'ouverture des champs des possibles résidentiels. Quels sont les « possibles » qui s'offrent aux ménages, et que ceux-ci envisagent, étudient, considèrent, mettent en discussion, lorsqu'ils sont en situation de déménager ? Ces « possibles », perçus comme tels, sont-ils nombreux et plutôt variés – comme, par exemple, dans le cas des personnes qui pourraient, à un stade donné de leur carrière résidentielle, et au moment où elles prospectent un nouveau logement, envisager simultanément de s'installer proche ou loin du centre, dans un quartier plutôt « populaire » ou plutôt « bourgeois », de louer ou d'acheter, etc. ? Ou, au contraire, ces « possibles » sont-ils peu nombreux et plutôt uniformes – comme, par exemple, dans le cas des personnes qui chercheraient exclusivement un logement précis dans un cadre précis ? La méthode la plus adaptée pour sonder de telles questions est sans doute l'enquête par entretien ou par observation auprès d'un échantillon de personnes, de façon à refaire avec elles l'histoire d'épisodes de déménagement passés ou à les accompagner lors d'une séquence de prospection de logement en train de se faire – voie méthodologique que nous avons suivie dans le cadre d'une autre recherche, dont les résultats sont publiés ailleurs (Korsu, 2023). On peut aussi tenter d'explorer le degré d'ouverture des champs des possibles résidentiels d'une manière complémentaire, par une voie plus détournée méthodologiquement, en faisant appel à une exploration statistique des flux de changements résidentiels. La stratégie ici consiste à soumettre à analyse les chemins résidentiels poursuivis par des ménages partageant une même position sociale et résidentielle, habitant un même endroit à l'instant t , et qui ont, ensuite, déménagé. La variété des destinations, ou au contraire, leur uniformité, peut être interprétée dans une certaine mesure, et avec prudence, comme un indicateur du degré d'ouverture des champs des possibles résidentiels. Nous exposons dans cet article les résultats obtenus par application de cette stratégie d'investigation aux changements résidentiels opérés par les habitants de la région parisienne sur la période 2013-2018.

La recherche sur les changements de domicile

Il existe une vaste constellation de recherches en sciences sociales consacrées à l'objet formé par les changements de domicile – pour des revues propres au cas français, cf. Authier *et alii*, 2010, Bonvalet et Brun, 2002, Foret et Péraldi, 1992. Cette littérature se range sous différents registres sémantiques qui signalent autant d'approches et de perspectives sur le sujet : mobilité résidentielle (Bonvalet et Brun, 2002) et choix résidentiels (Authier, Lévy, Bonvalet, 2010, Bacqué et Vermeersch, 2013, Grafmeyer, 2010, Thomas, 2014) bien sûr, mais aussi trajectoires (Authier *et alii*, 2010, Berroir *et alii*, 2016, Lelévrier, 2018, Rivière, 2012), carrières (Debroux, 2011, Sencébé, 2011) ou biographies résidentielles (Dureau, 2002, Dureau *et alii*, 2006). Elle contient des contributions majeures qui ont nourri en connaissances notre intelligence du phénomène et des multiples logiques à l'œuvre. De nombreuses recherches se sont intéressées aux facteurs qui déclenchent une envie ou un besoin de changer de domicile. Il est ainsi bien documenté, notamment par les démographes, que des événements biographiques comme l'entrée dans la vie d'adulte pour les jeunes, le mariage ou la mise en couple, la naissance d'enfants, les changements d'emploi ou les pertes d'emploi, les divorces, la fin de la vie active sont des déclencheurs potentiels de déménagement. C'est l'influence de tels événements biographiques sur la probabilité d'un déménagement qui a conduit précocement les chercheurs à considérer la mobilité résidentielle dans une perspective de "cycle de vie" (Arbonville et Bonvalet, 1992, Baccaïni, 1994, Bonvalet, 1990, Bonvalet et Tugault, 1984, Courgeau, 1984, 2000,

Courgeau et Paris, 1990, Detang-Dessendre, Piguët et Schmitt, 2002, Gobillon, 2001, Lelièvre, 1990), puis, plus tard, dans une perspective de "cours de la vie" ("*life course*" dans la littérature anglosaxonne), lorsque les changements sociétaux ont progressivement affaibli la régularité chronologique des événements biographiques (Coulter *et alii*, 2016). Dans cet ensemble, le rôle de la famille et des événements liés à la vie familiale a été particulièrement investi (Bertaux-Wiame, 1995, Bonvalet, 1991, 1993a, 1993b, Bonvalet et Arbonville, 2006, Bonvalet et Gotman, 1993, Cuturello, 1993, Grafmeyer, 1993, Grafmeyer et Dansereau, 1998). Au-delà de ces événements biographiques, bien d'autres facteurs, également recensés par la recherche, jouent en tant que déclencheurs de déménagement, comme l'insatisfaction ressentie par rapport à ses conditions résidentielles (comme, par exemple, dans le cas des personnes qui n'apprécient pas ou plus leur logement ou leur quartier, parfois suite à la dégradation de ces derniers), ou alors le désir d'accéder à des conditions résidentielles jugées meilleures (comme dans le cas classique des locataires qui souhaitent accéder à la propriété – Cuturello et Godard, 1982). En complémentarité avec l'étude des déclencheurs de déménagement, la science a exploré la question de ce à quoi aspirent les ménages, une fois la décision de déménagement prise. Dans cette veine, il est aujourd'hui bien connu que l'accession à la propriété d'une maison avec un jardin, en périphérie de ville et proche de la nature, représente un idéal résidentiel pour beaucoup de nos concitoyens (Berger, 2004) et continue à exercer une puissante force de séduction. Et de fait, bien des trajectoires résidentielles sont encore portées à notre époque, bien qu'un peu moins aujourd'hui qu'hier, par le désir d'accéder à ce cadre idéalisé (Berger, 2010, Rougé, 2005). Il est aussi bien connu que bon nombre de personnes idéalisent les cadres résidentiels dans lesquels les voisins sont issus des mêmes mondes sociaux qu'elles-mêmes, ce qui fait de « l'entre-soi socialement exclusif » une des préférences clés soupçonnée d'orienter les trajectoires résidentielles (Callen et Le Goix, 2007, Charmes, 2015, Donzelot, 2004, Jaillet, 2004). Dans ce contexte, les choix résidentiels des « gentrificateurs », membres des classes moyennes et supérieures qui emménagent dans les quartiers « populaires/immigrés » péri-centraux, ont reçu une attention toute particulière (Clerval, 2013, Collet, 2008, 2013), leur cas suggérant la possible pluralité des modèles résidentiels ayant cours dans l'univers des fractions supérieures de la société. L'existence de préférences en matière de logement, le fait que tout un chacun idéalise certaines conditions résidentielles, a conduit les chercheurs à envisager les biographies résidentielles dans une perspective de « carrière » : bien des trajectoires résidentielles sont mues par l'ambition de « faire carrière », c'est-à-dire de monter, marche par marche, sur ce que les anglosaxons appellent le « *housing ladder* » (Lersch et Vidal, 2014), en accédant, à chaque étape, à un logement qui rapproche de l'idéal convoité. Dans cette perspective, les stratégies déployées pour augmenter les chances de succès, pour trouver les moyens, à tout moment de la vie, de disposer du logement qui convient le mieux aux envies ou aux besoins du moment ont reçu un grand intérêt (Bonvalet et Fribourg, 1990), de même que les pesanteurs des habitus résidentiels qui contraignent presque les personnes, tel un héritage auquel il est difficile d'échapper, à vouloir souvent accomplir des carrières résidentielles conformes à ce qui passe pour « normal » dans leur milieu social d'appartenance (Bourdieu, 2000, Bonvalet, 1993a, Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989). D'autres recherches ont observé les trajectoires résidentielles dans leur dépendance à l'égard de l'état de l'offre (Bourdieu, 2000, Taffin, 1987, 1991, Driant, 2006, Lévy, 1998, Louchart, 2011) : tout projet résidentiel est contraint à composer avec les "réalités du marché" du moment, et c'est en ce sens que les trajectoires résidentielles sont soumises structurellement aux déterminations situées de ce côté-là. De fait, il est évident qu'un phénomène majeur comme la périurbanisation, résultat de la réussite de millions de projets d'accession à la propriété de maison individuelle en lisière de ville, accumulés sur plusieurs décennies, ne peut être compris sans la permissivité des conditions du côté de l'offre qui a rendu faisable ces millions de projets résidentiels. Mais c'est encore dans le cas des ménages les plus démunis économiquement que l'on voit à quel point les trajectoires résidentielles peuvent subir la loi de l'offre – comme dans

le cas des habitants des quartiers dégradés, contraints de quitter leur immeuble destiné à être rénové ou démoli, et dont les trajectoires résidentielles, de relogement en relogement, sont marquées du sceau d'une hétéronomie certaine à l'égard des forces qui façonnent l'offre (Lelévrier, 2018). Plus généralement, de nombreuses recherches ont montré à quel point les trajectoires diffèrent selon la position sociale de ceux et celles qui les empruntent. Que la cause soit imputable aux déterminations économiques, qui transitent par l'inégalité des pouvoirs financiers, ou sociologiques, dérivant de la variété des habitus résidentiels, on sait en tout cas que la probabilité d'une carrière résidentielle donnée est très inégalement distribuée à travers les différentes composantes de la société – et ces probabilités inégales jouent un rôle de premier plan dans la fabrication et la reproduction des structures ségrégatives de nos villes.

L'angle mort des « possibles résidentiels »

Le point commun à ce corpus scientifique est d'interroger les changements résidentiels par le prisme des seuls logements auxquels on accède pour de vrai, ce qui est bien sûr compréhensible. Il résulte toutefois de cette orientation un angle mort : la question des autres options envisagées aux côtés de l'option lauréate lorsqu'un ménage accède à un nouveau chez-soi. Il y a tout lieu de croire que lors du processus de prospection, le nouveau logement que le prospectant se décide de prendre est rarement la seule option envisagée comme possibilité en cours de prospection, la preuve a minima en étant que dans les cas habituels, on visite plusieurs logements avant de prendre sa décision. Ce sont ces autres options envisagées comme « possibles » en cours de prospection, bien qu'écartées au final, volontairement ou par la « faute » des autres (comme dans les cas des logements qu'on était prêt à prendre mais qui ont été loués ou vendus à d'autres prétendants), qui nous intéressent – et il nous semble que ces « possibles latéraux », qui posent d'une certaine façon la question de ce qu'on pourrait appeler « le champ des possibles résidentiels » associé à la prospection, n'ont pas reçu jusqu'ici l'attention qu'ils méritent. En complément d'une recherche qui a exploré ces « possibles latéraux » à travers une démarche qualitative dans le cadre duquel on revenait avec un échantillon de répondants sur des expériences de déménagement passées, afin d'excaver, avec la complicité de nos interlocuteurs, l'ensemble des options envisagées comme des « possibles » dans le cours des opérations et d'en mesurer la diversité, nous avons conduit une recherche qui sonde l'ouverture du champ des possibles résidentiels par une méthodologie qui renoue d'une certaine façon avec la tradition quantitative, prenant pour matériau les changements de domicile qui conduisent les ménages à un nouveau chez-soi.

Le pari méthodologique consiste ici à passer par l'observation de la variété des logements auxquels accèdent un ensemble de personnes partageant des caractéristiques sociales et un point de départ géographique communs, au terme de déménagements qu'ils accomplissent, pour déduire, par une sorte d'inférence osée, la variété des « possibles » envisagés comme tels par les membres du groupe individuellement au moment où ils cherchaient un nouveau logement. La nature hypothétique de la démarche tient dans le fait qu'il n'y a pas de raison pour que la correspondance entre ces deux réalités, une réalité collective – l'ensemble des destinations rejointes par les membres d'un groupe – et une réalité individuelle – l'ensemble des destinations qui se présentent comme des « possibles » à chacun des membres –, soit parfaite. Ce n'est pas parce que les déménagements conduisent les membres du groupe dans n destinations différentes qu'il s'ensuit que chacune des n destinations était un « possible » pour chacun des membres du groupe. Le pari que nous faisons, parce que nous le trouvons raisonnable, est l'existence d'une corrélation entre les deux réalités : si la variété des destinations rejointes par les membres d'un groupe est grande, alors on peut supposer que la variété des destinations qui se présentent comme des « possibles » à chaque membre du groupe est, elle aussi, grande, en moyenne. C'est sur cette base que nous interprétons une réalité collective – la variété des

destinations rejointes par les membres d'un groupe – comme signe d'une ouverture des champs des possibles résidentiels. Raisonnons sur la base d'un cas fictif. Imaginons un groupe de personnes proches sociologiquement, habitant au départ un même secteur, et qui déménagent. Supposons dans un scénario A que ces déménagements les conduisent vers une variété de destinations, dans Paris intra-muros, en proche banlieue, dans la banlieue lointaine, dans des secteurs denses et peu denses, dans des quartiers aisés et populaires, etc. Et supposons dans un scénario B que les déménagements les conduisent tous dans un même lieu – Paris intra-muros par exemple. Il nous semble vraisemblable que la proportion des membres du groupe ayant envisagé une pluralité d'options comme des « possibles » dans le cours de leur prospection soit plus élevée dans le scénario A que dans le scénario B – ce qui suggère que les champs des possibles associés aux prospections étaient, en moyenne, plus ouverts dans le premier scénario que dans le second. C'est en ce sens que la variété des destinations rejointes au terme des déménagements est, selon nous, un indicateur de la variété des options envisagées comme des « possibles » par les individus en cours de prospection, et donc, du degré d'ouverture des champs des possibles associés à leurs prospections. La nature hypothétique de la méthode appelle bien sûr la prudence : à ce stade, il serait déraisonnable de présenter l'interprétation que nous proposons des résultats comme une preuve formelle. En revanche, il nous semble possible de situer nos constats empiriques dans une démarche de validation par faisceau d'indices : c'est aux côtés d'autres éléments empiriques qui sondent, eux aussi, l'ouverture des champs des possibles résidentiels que les découvertes empiriques exposées dans cet article, et l'interprétation que nous en proposons, gagneraient en valeur et en crédibilité. Nous reviendrons sur ce point à la fin de l'article.

On doit aux recherches scientifiques sur les changements de domicile, succinctement parcourus *supra*, des découvertes, devenues aujourd'hui des « classiques », relatives aux schèmes de carrière résidentielle les plus typiques, aux étapes balisant les parcours les plus récurrents, au genre de logement que réclament les personnes à différents moments du cycle de vie, à la manière dont les positions sociales structurent les préférences résidentielles, aux dispositions héritées, aux inégalités en la matière, etc. Nos recherches viennent s'adjoindre à ce corpus par un chemin de traverse. Elles posent, d'une certaine façon, la question de savoir si les multiples régularités propres aux trajectoires résidentielles, mises en lumière par la pléthorique littérature scientifique sur le sujet, viennent à se produire sur un fond d'ouverture ou de fermeture des champs des possibles résidentiels. Il nous semble que cette question est riche en enjeux de connaissances scientifiques, sur le plan de la compréhension à la fois des conditions d'existence propres à la société contemporaine et des processus de reproduction/transformation des structures porteuses des villes contemporaines.

Nous nous intéressons au degré d'ouverture des champs des possibles résidentiels en trois dimensions : (i) le nombre de destinations, à l'échelle de la commune, (ii) le spectre géographique des destinations, mesuré à partir des coordonnées géographiques des communes à destination, et approché également par le biais de la propriété des destinations en tant que lieu dans le système métropolitain et en tant que « cadre de vie » (centre/banlieue, banlieue proche/banlieue lointaine, urbain/rural), (iii) le spectre social des destinations, mesuré à partir du niveau de revenu médian des habitants résidant dans les communes à destination. Dans des termes plus concrets, la démarche peut être récapitulée comme suit : (i) nous constituons un échantillon de personnes dont les traits sociologiques, en termes d'âge, de position socio-professionnelle, de capital scolaire, de statut d'activité, et de statut conjugal et familial sont semblables, résidant, au départ, dans un même secteur de la région parisienne, et qui sont recensées ensuite dans un autre logement situé dans l'aire urbaine de Paris, et (ii) nous mesurons, pour cet échantillon de personnes qui ont déménagé, la pluralité des destinations en nombre, ainsi que l'étendu du spectre social et géographique des destinations qui ont été rejointes. Dans la section qui suit, nous prolongeons plus en détail l'exposé du protocole

d'investigation empirique et renseignons les données qui l'ont alimenté. La section d'après expose les principaux résultats. La section finale est consacrée à une discussion sur les implications de nos constats.

Méthode et données

Les données à l'origine de la recherche proviennent de l'édition 2016 de l'Enquête Annuelle du Recensement de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et plus précisément de la base de données intitulée *MIGCOM*. Cette dernière contient des informations sur les caractéristiques sociales, économiques, démographiques des personnes, et sur leurs lieux de résidence, à l'échelle de la commune, à deux moments, au moment du recensement et au 1^{er} janvier de l'année précédente, pour un gigantesque échantillon d'individus (plusieurs millions d'observations dans le fichier source). Avec la nouvelle méthode du Recensement, chaque édition réunit des observations récoltées sur une période quinquennale centrée sur l'année de l'édition – l'édition de 2016 met donc ensemble des observations couvrant la période 2014-2018. Il s'ensuit que l'échantillon avec lequel nous travaillons réunit des personnes interrogées en 2014, dont les lieux de résidence sont connus en 2014, au moment du recensement, et au 1^{er} janvier 2013, des personnes interrogées en 2015, dont les lieux de résidence sont connus en 2015 et au 1^{er} janvier 2014, et ainsi de suite.

Ces informations permettent en premier lieu d'identifier des trajectoires résidentielles par mise en lien des lieux de résidence d'avant et d'après. Nous retenons, pour l'analyse, les seules personnes qui habitent dans deux logements différents au moment du recensement et au 1^{er} janvier de l'année précédente, le second étant situé en région parisienne, le premier dans l'aire urbaine de Paris – ce qui suggère que nous nous intéressons, en exclusivité, à des trajectoires résidentielles internes à l'aire urbaine de Paris.

Les informations relatives aux caractéristiques sociales, économiques et démographiques nous servent à constituer des sous-échantillons de personnes partageant des traits communs. Ces sous-échantillons sont formés à partir de cinq caractéristiques : (i) l'âge de la personne, (ii) sa position socio-professionnelle (en huit modalités), (iii) son niveau d'études, au regard du « diplôme le plus élevé » (« *Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou DNB* » , « *CAP, BEP* », « *Baccalauréat (général, technique, professionnel)* », « *Etudes supérieures* »), (iv) son statut d'activité (actif occupé ou sans emploi, inactif, retraité), et (v) son profil conjugal/familial (personne seule, parent monoparental, personne en colocation ou en couple sans enfants, personne en couple avec enfants). La concaténation de ces caractéristiques, auxquelles s'ajoute le lieu de résidence au point de départ (avant déménagement donc), génère plusieurs milliers de profils d'individus définis sur la base d'une communauté de traits, et autant de sous-échantillons. Un grand nombre de ces sous-échantillons restent trop petits pour être exploitables statistiquement. En revanche, plusieurs d'entre eux réunissent plus d'une centaine d'individus, ce qui autorise les traitements statistiques.

Le lecteur ne manquera sans doute pas de relever que ce que nous nommons des « proches sociaux » – les groupes de personnes partageant des caractéristiques communes – sont définis sur la base de critères majeurs, comme la position socio-professionnelle ou le niveau d'études, mais avec des modalités relativement grossières (comme « employés » ou « diplômés d'université »), et en laissant de côté d'autres critères non sans importance, comme, par exemple, le nombre d'enfants ou la nationalité. Il en résulte, chez ceux que nous appelons des « proches sociaux », une gémellité sociologique loin de la perfection. Certes, mais tout de même : lorsque nous faisons référence à des « *cadres ou professions intellectuelles supérieures entre 30 et 40 ans, diplômés d'université,*

L'échantillon-parent, formé par l'ensemble des personnes de référence et conjoints résidant, au moment ils sont recensés, dans l'aire urbaine de Paris et qui habitaient au 1^{er} janvier de l'année précédente dans un autre logement situé en région parisienne, réunit 257'000 observations (le lecteur notera que les déménagements internes à une même commune sont dans le champ de l'analyse). La constitution de profils par concaténation des cinq attributs sociologiques et du secteur de résidence au départ débouche sur près de 36'000 profils (et sous-échantillons) différents. 275 d'entre eux réunissent au moins une centaine d'individus – et sont donc éligibles pour les traitements statistiques. Ensemble, ils représentent près de 64'000 observations, soit un quart de l'échantillon-parent. Ces sous-échantillons correspondent à des profils en adéquation avec les caractéristiques des personnes en mobilité résidentielle : les jeunes sont fortement sur-représentées (239 sous-échantillons, soit 87% de l'ensemble, correspondent à des personnes de moins de 40 ans), ce qui va de pair avec une sur-représentation des sous-échantillons de parisiens (104 sous-échantillons, 38%). On retrouve également des sur-représentations liées à la sociologie de la population francilienne, amplifiée par la sur-représentation des profils de personnes jeunes : un très grand nombre de sous-échantillons réunissent des cadres et professions intellectuelles supérieures (132 sous-échantillons, 48%) ou des professions intermédiaires (97 sous-échantillons, 35%), et par conséquent, des personnes diplômées d'études supérieures (260 sous-échantillons, 94,5%). Ces particularités des sous-échantillons affectent directement la portée des résultats : ces derniers s'appliquent donc principalement à l'expérience de jeunes professionnels ayant fait des études universitaires et qui occupent des positions professionnelles en tant que cadres, professions intellectuelles supérieures ou professions intermédiaires.

Là aussi, il y a donc une limite, qui tient dans le fait que le champ des sous-échantillons couvre principalement les fractions de la société dotées en capital économique et culturel, de même qu'il couvre principalement les fractions jeunes. Cette particularité réduit, en toute logique, le domaine de validité des résultats de nos recherches – même s'il ne faut pas perdre de vue que nous disposons d'un nombre important de sous-échantillons d'employés, réunissant près de 3'400 observations, ou de personnes de 40 à 50 ans, 6'300 observations en cumulé, et que ce que l'on observe pour ces sous-échantillons d'employés ou de personnes d'âge intermédiaire est, dans les grandes lignes, consonnant avec ce que l'on observe pour les cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires, ou pour les personnes jeunes, comme on le verra dans la suite. Quoiqu'il en soit, cette particularité, si elle réduit le domaine de validité des conclusions, n'affecte pas, en revanche, la validité des résultats dans le domaine qui leur est propre.

Pour chacun des profils éligibles aux traitements statistiques, nous avons estimé le degré d'ouverture du champ des possibles résidentiels à partir de trois indicateurs :

- Le nombre de destinations rejointes au terme des déménagements,
- Le spectre géographique des destinations,
- Le spectre social des destinations.

Le premier indicateur correspond au nombre de communes différentes dans lesquelles on trouve des membres d'un profil donné après déménagements – c'est-à-dire au lieu de résidence au moment où les personnes sont recensées. On considère que plus ce nombre est élevé, plus il suggère un champ des possibles résidentiels ouvert, qui se mesure à la pluralité des destinations vers lesquelles se sont dirigées les personnes en mobilité résidentielle. Pour donner un exemple, on juge comme signe d'ouverture des champs des possibles une situation dans laquelle n personnes en déménagement se seraient dirigées vers n destinations différentes. Inversement, le cas où n personnes en déménagement se seraient installées toutes dans une même commune serait révélateur, dirons-nous, d'un champ des possibles résidentiels plutôt fermé. Pour étalonner cet indicateur à une valeur

maximale, nous avons défini un maximum théorique sur la base suivante : (i) nous avons distingué, au sein de l'aire urbaine de Paris, cinq zones : Paris, la proche couronne, le reste du pôle urbain, les unités urbaines au sein de la couronne périurbaine, les zones rurales de la couronne périurbaine, (ii) nous avons estimé, pour chaque profil, le nombre des personnes qui se seraient dirigées vers chacune de ces cinq zones, si la distribution s'opérait aléatoirement – ce nombre se calcule alors à partir des poids démographiques de chaque zone, (iii) pour chaque zone, le nombre de destinations maximal théorique est égal au nombre de personnes affectées à cette zone en distribution aléatoire, si ce nombre est inférieur au nombre total de communes dans la zone, et il est égal au nombre total de communes dans la zone, si le nombre de personnes affectées à la zone est supérieur à ce total. Le tableau 1 à la fin de l'article récapitule le calcul de ce maximum théorique avec un exemple, pour un profil fictif réunissant 400 personnes. Ce maximum théorique nous permet de situer le nombre réel de destinations rejointes entre une borne inférieure (égale à 1) et une borne supérieure (le maximum théorique). Plus le nombre réel de destinations est proche de la borne inférieure, plus cela suggère une fermeture des champs des possibles – et plus il est proche de la borne supérieure, plus cela suggère une ouverture des champs des possibles.

Le second indicateur mesure l'étendue géographique des destinations rejointes par les personnes en déménagement. Plus ces destinations se dispersent sur une géographie vaste, plus cela suggère une ouverture géographique du champ des possibles, et plus, au contraire, les destinations se concentrent dans un territoire étroit, plus cela suggère une fermeture géographique de ce champ. L'indicateur s'appuie sur les coordonnées géographiques des communes à destination, et son calcul passe par les distributions des communes à destination sur les axes nord-sud et est-ouest. A partir de ces deux distributions, on établit une série de repères géographiques : le maximum (la commune à destination la plus au nord, et celle la plus à l'est), le minimum (la commune à destination la plus au sud, et celle la plus à l'ouest), les premiers et neuvièmes déciles (les coordonnées qui distinguent les 10% des déménagements vers les destinations les plus au nord/à l'est, et celles qui distinguent les 10% les plus au sud/à l'ouest), ce qui permet ensuite de calculer des distances max-min et D1-D9 sur les axes nord-sud et est-ouest, et d'étalonner ces étendus aux dimensions de l'aire urbaine de Paris. Les repères D1 et D9 nous permettent d'avoir une idée de la distribution des destinations à l'intérieur du périmètre dessiné par les maxima et minima et de nous assurer que nous ne prenons pas pour une « ouverture des possibles » une situation correspondant plutôt à une « fermeture des possibles ». Théoriquement, on peut imaginer une configuration où une vaste étendue géographique des destinations, mesurées par de grandes distances entre maxima et minima, serait associée à plutôt une fermeture des possibles, avec des déménagements ayant porté les ménages uniformément loin du point de départ (comme dans le cas, par exemple, d'un groupe dont les membres se trouveraient tous contraints de renoncer à une localisation centrale et de migrer vers les franges de l'agglomération). Dans une telle configuration, les repères D9 et D1 seraient eux-mêmes quasiment « collés » aux maxima et minima – puisque toute la distribution des destinations se concentre le long de la frontière extérieure. Il s'ensuit que des repères D9 et D1 éloignés des maxima et minima suggèrent, à l'inverse, une géographie des destinations distribuée à l'intérieur de l'étendu d'ensemble, et donc, par conséquent, plutôt une ouverture des possibles – au sens d'une distribution des destinations dans la variété au sein d'un vaste étendu. Comme nous allons le voir dans la suite, la plupart des repères D9 et D1 calculés sont, dans les faits, éloignés des maxima et minima, ce qui suggère des distributions dans la variété, avec des déménagements allant des plus proximitaires aux plus centrifugeant.

Nous approchons le spectre géographique des destinations également par le biais de leur position géographique dans le système métropolitain, en distinguant les destinations situées dans Paris intra-muros, dans les trois départements de proche couronne, dans le reste du pôle urbain, dans les zones urbaines de la couronne périurbaine, et enfin, dans les zones rurales de la couronne périurbaine.

Le troisième indicateur cherche à établir la variété des destinations rejointes en termes de profil social, approché par le biais du niveau de revenus des habitants. L'ouverture du champ des possibles résidentiels s'apprécie ici à la tendance des personnes à se diriger vers des communes aux profils sociaux contrastés : plus le spectre couvert par les communes à destination est large, plus cela suggère une ouverture du champ des possibles résidentiels. L'indicateur se calcule à partir de la distribution des communes à destination en termes de revenu annuel médian des habitants – les données sur les revenus médians à l'échelle des communes proviennent du fichier *FiloSoFi* (Fichier Localisé Social et Fiscal) de l'INSEE, édition de l'année 2016 ; le revenu médian par commune est calculé à partir des revenus annuels par unité de consommation des ménages. Comme pour les coordonnées géographiques, nous établissons le minimum (la commune à destination avec le niveau de revenu médian le plus bas), le maximum (la commune à destination avec le niveau de revenu médian le plus élevé), les premiers et neuvièmes déciles (le niveau qui distingue les 10% des déménagements vers les destinations aux revenus médians les plus bas, et celui qui distingue les 10% vers les destinations aux revenus médians les plus élevés). L'étalonnage de ces points de repères en référence à la distribution propre à l'aire urbaine de Paris permet de mesurer le spectre couvert par les déménagements.

Des dizaines de destinations différentes rejointes par les « proches sociaux » en déménagement

L'ouverture des champs des possibles résidentiels, approchée par la variété numérique des destinations rejointes par les personnes en mobilité résidentielle, semble atteindre un degré substantiel. En moyenne, les « proches sociaux » qui composent les sous-échantillons éligibles aux traitements statistiques, en partance d'un même territoire, se dirigent, au terme de leurs déménagements, vers 72 destinations différentes – à l'échelle des communes, soit 72 communes différentes. Le maximum théorique de destinations possibles, calculé suivant la méthodologie exposée *supra*, s'élève, en moyenne, à 297 destinations différentes, ce qui suggère que la « réalité » atteint 28% de la variété maximale de destinations théoriquement possible, taux qu'on peut juger non-négligeable [Tableau 2, voir à la fin de l'article]. Il y a logiquement une certaine proportionnalité entre la taille des groupes de proches sociaux et la quantité de destinations différentes rejointes, de sorte que cette variété devient encore plus conséquente dans certains cas. C'est ainsi que chez les personnes qui répondent au signalement suivant : des cadres ou professions intellectuelles supérieures de 30 à 40 ans, diplômés d'université, en emploi et en couple avec enfants, résidant au départ dans le sud-ouest parisien – sous-échantillon qui réunit 1781 observations –, le nombre de destinations rejointes s'élève à 146. Ces personnes ayant toute une série de traits en commun, habitant au départ un même secteur parisien, ont ainsi cumulé des déménagements qui ont conduit dans 146 communes distinctes de la métropole parisienne – soit 21% du maximum théorique. Chez les groupes moins nombreux, le nombre des destinations est logiquement plus petit, mais se rapproche parfois davantage du maximum théorique – comme, par exemple, le groupe des cadres et professions intellectuelles supérieures de 30 à 40 ans, diplômées d'université, en emploi et en couple avec enfants, résidant au départ dans le secteur de Corbeilles-Essonnes/Viry/Evry, sous-échantillon de 111 observations, dont les déménagements les ont dispersées sur un ensemble de 60 communes, soit 54% du maximum théorique.

Ces destinations en grand nombre s'étalent sur une vaste géographie. En moyenne, le périmètre des déménagements couvre un espace qui s'étire sur 64 kilomètres en latitude – distance latitudinale qui sépare la destination la plus au nord et la plus au sud – et 67 kilomètres en longitude – distance longitudinale entre la destination la plus à l'est et la plus à l'ouest –, soit, respectivement, 43% et

41,6% de l'étendue de l'aire urbaine de Paris sur les axes nord-sud et est-ouest [Tableau 3]. Dans des cas extrêmes, ce périmètre s'approche de maxima de 100 kilomètres – chez les cadres ou professions intellectuelles supérieures de 30 à 40 ans, diplômés d'université, en emploi et en couple avec enfants, résidant au départ dans le nord-est parisien, par exemple, dont les destinations antipodiques sont séparées de 95 kilomètres sur l'axe nord-sud et de 97 kilomètres sur l'axe est-ouest.

Les employés et les ouvriers, bien moins représentés dans les sous-échantillons que les cadres, professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires, comme on l'a vu, semblent se caractériser par un degré d'ouverture géographique du champ des possibles résidentiels légèrement moindre, même si les écarts ne sont pas très grands. Les 21 sous-échantillons d'employés éligibles aux traitements statistiques se caractérisent par une moyenne de 54 destinations distinctes, ce qui est moins que pour l'ensemble, mais lié en partie à la taille modeste de ces échantillons (138 observations en moyenne), et s'élève à 38%, en moyenne, du maximum théorique de destinations, taux au-dessus de ce que l'on observe pour l'ensemble des sous-échantillons. Les deux sous-échantillons d'ouvriers ont une variété de destinations encore moindre, 37,5 en moyenne, en concordance avec des sous-échantillons plus petits encore (107,5 observations en moyenne), ce qui représente 35% du maximum théorique. En termes d'ouverture géographique, les déménagements des profils d'employés définissent un périmètre plus étroit, en moyenne – 56 kilomètres entre destinations antipodiques nord-sud et 56 kilomètres sur l'axe est-ouest –, mais, comme on le voit, l'étendue que cela dessine reste néanmoins conséquent. Ces commentaires valent aussi pour les profils d'ouvriers – 56,6 kilomètres et 60 kilomètres respectivement entre destinations antipodiques sur les deux axes.

Cette ouverture géographique importante, avec des destinations étalées sur des périmètres pouvant s'étirer jusqu'à près de 100 kilomètres nord-sud et est-ouest, est le résultat de déménagements de longue portée réalisés par des personnes, tout compte fait, minoritaires. Cela se voit lorsqu'on se sert des repères géographiques correspondant aux premiers et derniers déciles (*cf. supra*) pour établir les périmètres qui englobent les 80% des déménagements les plus proximitaires : ceux-ci s'inscrivent dans une géographie bien plus ramassée, 11 kilomètres sur l'axe nord-sud, en moyenne, sur l'ensemble des sous-échantillons, et 12 kilomètres sur l'axe est-ouest. On voit ainsi que le « gros » des déménagements s'inscrivent dans un espace moins étendu mais il s'agit tout de même d'un périmètre équivalent à celui de Paris intra-muros ou d'un demi-département de proche couronne – périmètre que débordent par ailleurs 20% des déménagements.

L'étendue géographique des destinations se mesure aussi à la variété des cadres de vie dans lesquels s'insèrent les destinations. Dans les cas les plus nombreux, la majorité des déménagements conduisent à une destination qui se situe dans le même cadre que le point de départ : ceux qui habitent au départ Paris intra-muros déménagent majoritairement dans Paris intra-muros, par exemple, de même que ceux qui habitent la proche couronne déménagent majoritairement en proche couronne – et il en va de même pour ceux qui habitent la grande couronne. Mais la minorité qui, en déménageant, change de cadre de vie est substantielle : en moyenne, sur l'ensemble des sous-échantillons, c'est près de 30% des déménagements qui conduisent les personnes vers un nouveau cadre de vie [Tableau 4] – comme, par exemple, des parisiens qui partent en banlieue, ou dans l'autre sens, des banlieusards qui s'installent dans la capitale. Chez certains profils, les contingents de proches sociaux se bipartitionnent en deux groupes de taille comparable, entre ceux qui conservent leur cadre et de vie et ceux qui en changent – comme, par exemple, chez les cadres et professions intellectuelles supérieures de moins de 40 ans, diplômés d'université, en couple avec enfants et en emploi, habitant au départ le nord-est parisien, dont 61,5% déménagent dans Paris intra-muros tandis que 38,5% prennent la direction de la banlieue, pour l'essentiel la banlieue proche. Dans d'autres cas, on peut presque entrevoir un tri-partitionnement, trois cadres de vie distincts

accueillant chacun une part considérable des contingents – comme, par exemple, chez les cadres et professions intellectuelles supérieures de moins de 30 ans, diplômés d’université, en emploi et en couple avec enfants, résidant au départ le secteur sud-ouest des Hauts-de-Seine, dont 60% restent en proche couronne, 22% déménagent dans Paris intra-muros et 17% prennent le chemin des fractions plus périphériques du pôle urbain, situées en grande couronne.

Une grande variété de destinations quant au profil social des lieux

Le degré d’ouverture des champs des possibles résidentiels atteint aussi un niveau considérable, lorsqu’on considère la variété des destinations sous l’angle de leur profil social. Les déménagements conduisent les proches sociaux vers des lieux aux profils sociaux assez contrastés, réunissant, dans le champ des destinations, des endroits habités par des populations situées dans des strates variées de la distribution des revenus. En moyenne, la destination située le plus bas dans la hiérarchie des revenus se caractérise par un revenu médian par unité de consommation des ménages à hauteur de 14'500 euros, ce qui est tout près du minimum propre à l’aire urbaine de Paris – c’est un niveau de revenu de médian qu’on trouve dans des communes comme Saint-Denis ou Bobigny, en Seine-Saint-Denis, deux des plus bas-revenus de la métropole parisienne –, tandis que la destination la plus haute dans la hiérarchie des revenus se caractérise par un niveau de revenu médian de l’ordre de 41'700 euros, ce qui est tout près du maximum propre à l’aire urbaine de Paris – un niveau de revenu que l’on trouve dans les 7^e ou 8^e arrondissements de Paris, ou encore à Neuilly-sur-Seine. C’est dire que les multiples contingents de proches sociaux, habitant au départ toute une variété de territoires en Ile-de-France, se caractérisent, dans les cas les plus courants, par des déménagements dont les extrêmes épuisent l’intégralité du potentiel de la métropole parisienne en termes de contrastes socio-territoriaux : il y a, dans les cas ordinaires, toujours une personne au moins qui prend la direction d’un des lieux parmi les plus haut-revenus de toute la métropole parisienne, tandis qu’une autre personne au moins, elle, se dirige vers un des lieux parmi les plus bas-revenus de toute la métropole parisienne. De ce point de vue, l’ouverture du champ des possibles résidentiels semble atteindre un point on ne peut plus élevé. Ces commentaires s’appliquent également au cas des profils d’employés : la destination au revenu médian le plus élevé se distingue, chez ces profils, par un niveau de revenu, en moyenne, à peine moins élevée que pour l’ensemble (40'500 euros). Chez les deux profils d’ouvriers, la destination la plus haut placée dans l’échelle des revenus est un peu plus bas que pour les autres sous-échantillons, mais avec un revenu médian de 29'400 euros, elle se place néanmoins à hauteur du décile supérieur propre à la métropole parisienne – soit le niveau de revenu médian qui distingue les 10% des communes les plus haut-revenus de la métropole parisienne. De même, chez plusieurs sous-échantillons de personnes habitant au départ certains territoires, en Seine-Saint-Denis, en Val-de-Marne, dans l’Essonne, en Seine-et-Marne, ou encore dans le Val-d’Oise, la destination la plus élevée dans le classement des revenus médians, comme pour les profils d’ouvriers, est positionnée un peu plus bas que pour l’ensemble des sous-échantillons, mais là encore, cette destination se situe néanmoins dans le décile supérieur de la métropole parisienne.

Lorsqu’on met de côté les cas les plus extrêmes au sein de chaque sous-échantillon, les 20% des déménagements qui ont conduit vers les destinations les plus haut et bas placés dans le classement des revenus médians – 10% de chaque côté –, la variété des destinations sur ce plan demeure substantielle. Même en exclusion des extrêmes, les destinations s’étirent d’un niveau de revenu correspondant, en moyenne, à 20'400 euros en premier décile, jusqu’à un niveau correspondant, en moyenne, 33'000 euros en dernier décile – ce qui signifie que les 80% des déménagements les moins extrêmes se distribuent sur cet intervalle, dont les deux bouts correspondent pour l’un aux 10% des communes au plus bas de la distribution propre à la métropole parisienne, et pour l’autre aux 10%

des communes au sommet de cette distribution. L'ouverture conséquente du champ des possibles résidentiels, pour ce qui concerne le statut social des destinations, n'est donc pas une conséquence de déménagements extrêmes portés par une minorité. Il règne, au sein des sous-échantillons, une hétérogénéité profonde, qui témoigne d'une ouverture large du champ des possibles résidentiels sous le rapport du statut social des destinations.

Discussion

Comme nous l'avons mentionné en ouverture de cet article, en parallèle de la recherche dont les résultats sont présentés ici, nous avons conduit une autre investigation qui a sondé l'ouverture des champs des possibles résidentiels à travers une méthodologie qualitative. Nous avons rencontré trente habitantes de la grande métropole parisienne, émergeant à un vaste spectre de « classes moyennes », allant de locataires de petit studio à 500 euros par mois aux propriétaires de maison à un million d'euros, pour opérer des sortes de rétrospective de leurs expériences de déménagement passées. L'objectif était de faire émerger, par un travail de mémoire, l'ensemble des options envisagées comme des « possibles » au cours du processus de prospection. Sur la quarantaine d'expériences de prospection que nous avons pu recueillir, la grande majorité (34 cas) se caractérisait par un certain degré d'ouverture du champ des possibles résidentiels associé à la prospection, avec une variété d'options envisagées comme « possibles » dans le cours des opérations, que ce soit dans le registre de la localisation, du statut d'occupation (location/propriété), du genre de logement (maison/appartement), de la dimension (nombre de pièces), ou dans plusieurs de ces registres simultanément. Bien des répondants nous ont raconté avoir prospecté simultanément ou successivement, lors d'une même prospection, en location et en accession, dans le locatif privé et dans le locatif social, une maison et un appartement, un quatre pièces et un trois pièces, un trois pièces et un deux pièces, dans l'est et l'ouest de Paris, à Paris et en banlieue, dans la banlieue proche et dans la banlieue lointaine, dans des communes « bourgeoises » et dans des communes plus ordinaires, dans des communes moyennes et dans des communes « populaires », etc. Certaines de ces options incarnaient l'option-favorite, d'autres étaient dans le costume de « *second best* », d'option-challenger ou encore d'option-déception, mais dans la matérialité du processus de prospection, avec ses inattendus, contrariétés, surprises, bonnes et mauvaises, négociations, elles bénéficiaient toutes, ne serait-ce qu'un temps, du statut de « possible » très sérieux. Dans cette perspective, il nous semble que ce qui est exposé dans ce papier vient compléter, renforcer ces constats propres à l'enquête qualitative, et se renforcer en retour par ces derniers. Mais d'autres recherches dans la même veine, procédant par méthodes quantitative et qualitative, seraient encore les bienvenues pour enrichir, ou non, ce faisceau d'indices et déterminer la confiance qu'on peut accorder à l'hypothèse d'une ouverture conséquente des champs des possibles résidentiels.

Raisonnons, pour aller au bout de la démarche, comme si on pouvait accorder de la confiance à notre interprétation des résultats exposés dans cet article. Si on pouvait prendre ce qui est présenté ici, dans l'interprétation que nous en faisons, comme un « fait » d'un certain niveau de généralité, il faudrait alors sans doute ranger ce « fait », c'est-à-dire le degré élevé d'ouverture des champs des possibles résidentiels, parmi les propriétés remarquables des sociétés humaines qui peuplent les villes à notre époque. Il y aurait sans doute là un fait prenant quelque peu le contre-pied des manières habituelles de voir les choses, tellement on est habitué à penser les carrières résidentielles comme empruntant des sillons étroits et comme déjà tracés, passant par un chemin balisé selon la position sociale de celui qui chemine. Lorsqu'il s'agit de se représenter la manière dont la situation se présente à l'esprit des personnes en position de changer de logement, et la manière dont les choses se déroulent ensuite, concrètement, dans le processus de déménagement, le modèle sociologique le

plus usité considère, plus implicitement qu'explicitement, que les personnes qui se trouvent dans cette situation ont tendance à avoir une idée précise de ce qu'elles veulent et de ce qu'elles peuvent, et cherchent ensuite à matérialiser cette idée. Ce modèle suppose ainsi, implicitement, une certaine fermeture du champ des possibles résidentiels, à la fois cognitivement – au sens de ce que les personnes envisagent, mentalement, comme « possibles », c'est-à-dire l'ensemble des options résidentielles désirées et jugées accessibles –, et matériellement – c'est-à-dire dans la conformité de l'option résidentielle sélectionnée au terme du processus de prospection à ce qu'on projetait d'obtenir en amont des opérations. C'est comme si le degré élevé d'ouverture du champ des possibles résidentiels suggérait qu'un autre modèle sociologique pourrait « coller » mieux avec les « faits », un modèle qui considérerait qu'en situation, les personnes qui s'apprêtent à déménager sont nombreuses à envisager, considérer, étudier non pas une mais une pluralité d'options résidentielles, et que la destination finale reste, par conséquent, un tant soit peu ouverte dans bien des cas.

Comment expliquer une telle ouverture du champ des possibles résidentiels ? Qu'est-ce qui peut amener les ménages en situation de changer de logement à envisager une pluralité de possibilités, simultanément ou successivement, dans le déroulement de la prospection ? L'enquête qualitative nous a livré une série de pistes : les contrariétés rencontrées dans le face-à-face avec les « réalités du marché » (on pensait pouvoir obtenir telle option mais on découvre en cours de prospection que c'est plus compliqué que prévu, et on modifie alors les paramètres de la prospection de façon à mettre le cap vers d'autres genres d'options), la « largesse » des goûts et des préférences en matière de logement chez certains prospectants (il existe des personnes qui se plaisent dans une variété de formats résidentiels et prospectent par conséquent sans discriminer suivant toute une série de critères, comme par exemple dans le cas des personnes qui apprécient aussi bien Paris que sa banlieue et qui prospectent dans ces deux géographies, ou des personnes qui ont une égale préférence pour la maison et l'appartement et qui font des visites dans les deux formats), les postures « exploratrices » (certains prospectants mettent une plus grande énergie et détermination à l'exploration du potentiel de leur champ des possibles, ce qui les amène à étudier les mérites et défauts respectifs d'un plus grand nombre de possibilités – et il en résulte souvent un plus grand nombre d'options envisagées comme des « possibles » en cours de route), les divergences entre partenaires de prospection (dans certains couples, les deux conjoints ne désirent pas la même chose, et il en résulte parfois des paramètres de prospection doublés, avec une prospection qui additionne, parfois dans un esprit de compétition, les « possibles selon le conjoint #1 » aux « possibles selon le conjoint #2 »). Mais on peut imaginer bien d'autres logiques encore qui pourraient, possiblement, enrichir cette liste.

Dans tous les cas, qu'on adhère ou non à l'interprétation des faits que nous proposons, les constats empiriques relatifs à la variété des destinations rejointes par les proches sociaux en mobilité résidentielle demeurent¹. De ce point de vue, il semble qu'on puisse dire à la lumière de nos résultats, sans nécessairement y voir un révélateur de l'ouverture du champ des possibles résidentiels à l'étage des individus, que les chemins par lesquels passent les proches sociaux, lorsqu'ils sont en déménagement, sont variés, et que ces chemins les conduisent à toute une variété de destinations, dont certaines sont très loin les unes des autres, aussi bien géographiquement que sociologiquement. L'espace dans lequel s'inscrivent les mouvements résidentiels est, si on peut dire, de dimension

¹ Précisons ici que le matériau à partir duquel sont établis les constats empiriques nous semble bien assez robuste pour qu'on puisse prendre ces constats pour des « faits ». L'Enquête Annuelle du Recensement est une source reconnue et d'un très grand sérieux de sorte que les informations qu'elle procure quant aux trajectoires résidentielles et caractéristiques individuelles peuvent être jugées comme hautement fiables dans l'ensemble. Les traitements statistiques sont opérés à partir d'un échantillon d'ensemble réunissant des dizaines de milliers d'observations, si bien que les risques d'erreur inhérents à la part d'inférence statistique sont eux aussi, selon nous, modestes. Pour le dire avec un exemple, les constats dans le genre qui suit : « *chez les cadres et professions intellectuelles supérieures de 30 à 40 ans, diplômés d'université, en emploi et en couple avec enfants, résidant au départ dans le nord-ouest parisien – sous-échantillon de 1'100 observations –, la distance qui sépare le déménagement dont la destination est la plus septentrionale et celui dont la destination est la plus méridionale est de l'ordre de 90 kilomètres* », genre de constat qui constitue le socle empirique de nos recherches, peuvent être pris pour des « faits » établis sans grand risque d'erreur.

métropolitaine : des dizaines de communes en destination, séparées les unes des autres, entre destinations antipodiques, par des dizaines de kilomètres, et distribuées sur l'intégralité du spectre sociologique, allant des communes parmi les plus bas-revenus de toute la métropole parisienne jusqu'à celles parmi les plus haut-revenus. C'est dire que les régularités des trajectoires résidentielles, le caractère modal de certaines carrières résidentielles, établies par maintes recherches en la matière, viennent à se produire non sur fond d'une grande uniformité des voies par lesquelles passent les flux, mais sur fond d'une diversité conséquente. C'est la plus grande fréquence de certaines orientations résidentielles qui rend typique certains schèmes de mobilité – comme, par exemple, des cadres et professions intellectuelles supérieures qui se dirigent vers des communes placées haut dans l'échelle des revenus – mais sans que les contingents qui suivent des voies résidentielles à l'écart des schèmes les plus typiques soient quantité négligeable. Régularités sur fond d'hétérogénéité plutôt que sur fond d'uniformité : telle semble être la modalité à travers lesquelles des structures se forment et se perpétuent dans la métropole parisienne, et possiblement ailleurs, pour ce qui concerne les trajectoires résidentielles.

Références

- Authier, J. Y., Bonvalet, C., Lévy, J. P. (éds.), 2010, *Élire domicile : la construction sociale des choix résidentiels*, Lyon : Presses universitaires de Lyon
- Authier J.-Y., Bidet J., Collet A., Gilbert P., Steinmetz H., 2010, *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Paris : Ministère de l'écologie
- Baccaïni B., 1994, Comportements migratoires et cycle de vie, *Espace, Populations, Sociétés*, n° 1, p.61-74
- Bacqué, M. H., Vermeersch, S., 2013, Les classes moyennes dans l'espace urbain: choix résidentiels et pratiques urbaines, *Sociologie et sociétés*, Vol. 45, n° 2, p.63-85.
- Berger M., 2004, *Les périurbains de Paris : de la ville dense à la métropole éclatée*, Paris : Editions du CNRS
- Berger M., 2010, « Les choix résidentiels des Franciliens : l'attraction des pavillons ne se dément pas », in Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P. (dir.), *Elire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, p.295-314
- Berroir, S., Delage, M., Fleury, A., Fol, S., Guerois, M., Maulat, J., Vallée, J., 2016, Trajectoires résidentielles, construction des espaces de vie et ancrage dans le périurbain. Enquête au nord de l'agglomération parisienne, *Revue française des affaires sociales*, n°3, p.65-89
- Bertaux-Wiame I., 1995, Familial et résidentiel : un couple indissociable, *Sociologie et Sociétés*, vol. XXVII, n° 2, p.163-175
- Bonvalet C., 1990, Accession à la propriété et cycle de vie, In : Bonvalet C., Fribourg A.-M. (dir.), *Stratégies résidentielles*, Actes du séminaire organisé par Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (Paris, 1988), Paris : INED, Plan Construction et Architecture, p.129-137
- Bonvalet C., 1991, La famille et le marché du logement : une logique cachée, In : Segalen M. (dir.), *Jeux de famille*, Paris : Presse du CNRS, p.57-77

- Bonvalet C., 1993a, Le transmis et l'acquis : localisation, statut d'occupation et type d'habitat, In : Bonvalet C., Gotman A. (dir.), *Le logement, une affaire de famille*, Paris : L'Harmattan, p.23-40
- Bonvalet C., 1993b, Le logement et l'habitat dans les trajectoires familiales, *Recherches et prévisions*, n° 31, p.19-38
- Bonvalet C. (dir.), 1994, *Logement, mobilité et populations urbaines*, Paris : CNRS éditions
- Bonvalet C., 1998, Accession à la propriété et trajectoires résidentielles, In : Grafmeyer Y., Dansereau F. (dir.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, p.235-281
- Bonvalet C., Arbonville D., 2006, *Quelles familles ? Quels logements ? La France et l'Europe du Sud*, Paris : INED
- Bonvalet C., Brun J., 2002, Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France, In : Lévy J.-P., Dureau F. (dir.), *L'accès à la ville, les mobilités spatiales en question*, Paris : L'Harmattan, p.15-64
- Bonvalet C., Fribourg A.-M. (dir.), 1990, *Stratégies résidentielles*, Actes du séminaire organisé par Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (Paris, 1988), Paris : INED, Plan Construction et Architecture
- Bonvalet C., Gotman A. (dir.), 1993, *Le logement, une affaire de famille*, Paris : L'Harmattan
- Bourdieu, P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Paris : Seuil
- Callen, D., Le Goix, R., 2007, Fermetures et "entre soi" dans les enclaves résidentielles, In : Saint-Julien, T., Le Goix, R. (coor.), *La métropole parisienne : centralités, inégalités, proximités*, Paris : Belin
- Charmes, É., 2015, *La ville émietlée : essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris : Presses universitaires de France
- Clerval A., 2013, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris : La Découverte
- Collet A., 2008, Les « gentrificateurs » du Bas-Montreuil. Vie résidentielle et vie professionnelle, *Espaces et Sociétés*, n° 132, p.125-141
- Collet A., 2013, Trajectoires résidentielles de classes moyennes et gentrification des anciens quartiers populaires : Le cas du Bas Montreuil, *Savoir/Agir*, n°24, p.41-48.
- Courgeau, D., 1984, Relations entre cycle de vie et migrations, *Population*, Vol. 39, n°3, p.483-513
- Courgeau D., 2000, Le départ de chez les parents : une analyse démographique sur le long terme, *Economie et statistique*, n° 337-338, p.37-60
- Courgeau, D., Paris, D., 1990, Dimensions spatiales du cycle de vie: les apports des enquêtes rétrospectives, *Revue belge de géographie*, Vol. 114, n° 3, p. 93-99
- Cuturello P., 1993, Le poids de l'origine et la force de la parenté : la dualité familiale dans les pratiques résidentielles, In : Bonvalet C., Gotman A. (dir.), *Le logement, une affaire de famille*, Paris : L'Harmattan, p.111-127
- Cuturello P., Godard F., 1982, *Familles mobilisées. Accessions à la propriété du logement et notion de l'effort des ménages*, Paris : Plan Construction
- Debroux, J., 2011, Accéder à la maison individuelle en zone périurbaine : passé résidentiel, position dans le cycle de vie et sphères d'identification, *Métropoles*, 10

- Detang-Dessendre C., Piguet V., Schmitt B., 2002, Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie, *Population*, Vol. 57, n° 1, p.35-62
- Donzelot, J., 2004, La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification, *Esprit*, mars-avril, p.14-39.
- Driant J.-C., 2006, A quoi sert l'accèsion à la propriété ?, *Regards sur l'actualité*, n° 320, p.61-77
- Dureau, F., 2002, Les systèmes résidentiels : concepts et applications, In : Lévy J.-P., Dureau F., *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, Paris : L'Harmattan, p.355-382.
- Dureau, F., Beauchemin, C., Coubès, M. L., Delaunay, D., 2006, Les mobilités spatiales dans des contextes en évolution : analyse croisée des deux dynamiques, In : Antoine, P, Lelièvre, E., *Etats flous et trajectoires complexes: observation, modélisation, interprétation*, Paris : Ined Editions
- Foret C., Péraldi M. (dir.), 1992, *Le sens des trajectoires. Bilan d'un programme de recherche sur l'habitat*, Paris : CNAF, coll. Espaces et Familles, n° 23/24
- Gobillon L., 2001, Emploi, logement et mobilité résidentielle, *Économie et statistique*, n° 349-350, p.77-98
- Grafmeyer Y, 1993, Héritage et production du statut résidentiel : éléments pour l'analyse des milieux locaux, In : Bonvalet C., Gotman A. (dir.), *Le logement, une affaire de famille*, Paris : L'Harmattan, p.41-69
- Grafmeyer, Y., 2010, Approches sociologiques des choix résidentiels, In : Authier, J. Y., Bonvalet, C., Lévy, J. P. (éds.), *Élire domicile : la construction sociale des choix résidentiels*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, p.35-52.
- Grafmeyer Y., Dansereau F. (dir.), 1998, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon
- Jaillet, M. C., 2004, L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes, *Esprit*, mars-avril, p.40-62.
- Korsu, E., 2023, *Champs des possibles résidentiels. Histoires drôles et sérieuses de déménagement*, Paris : Editions des Livres Faits à la Maison (accessible en ligne)
- Lelièvre E., 1990, Acquisition du 1er logement et naissance du dernier enfant, In : Bonvalet C., Fribourg A.-M. (éds), *Stratégies résidentielles, Actes du séminaire organisé par Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (Paris, 1988)*, Paris : INED, Plan Construction et Architecture, p.117-128
- Lersch, P. M., Vidal, S., 2014, Falling out of love and down the housing ladder : A longitudinal analysis of marital separation and home ownership, *European sociological review*, Vol. 30, n°4, p.512-524.
- Lévy J.-P., 1998, Habitat et habitants : position et mobilité dans l'espace résidentiel, In : Grafmeyer Y., Dansereau F. (dir.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, p.153-180
- Louchart, P., 2011, Une mobilité forte pour les jeunes, faible dans le parc locatif, *Ile-de-France à la page*, n°363, 7p.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 1989, *Dans les beaux quartiers*, Paris : Seuil
- Rivière, J., 2012, Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines, *Espaces et sociétés*, Vol. 148, n° 1, p.73-90.

Rougé, L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain : les captifs du périurbain ?*, Thèse de doctorat en Géographie et Aménagement du territoire, sous la direction de Marie-Christine Jaillet et Jean-Paul Laborie, Université de Toulouse 2

Sencébé, Y., 2011, Multi(ples) appartenances en milieu rural. *Informations sociales*, n° 2, p.36-42.

Taffin C., 1987, L'accession à tout prix, *Economie et Statistique*, n° 202, p.5-15.

Taffin C., 1991, Accession : l'ancien réhabilité, *Economie et Statistique*, n° 240, p.5-18

Thomas, M. P., 2014, *Les choix résidentiels : une approche par les modes de vie*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.

Tableau 1 – Exemple de calcul du nombre de destinations maximal théorique

<i>Zone</i>	<i>Population</i>		<i>Nombre de communes/arrondissements</i>	<i>Nombre de personnes du profil</i>		<i>Nombre de destinations maximal théorique</i>
	<i>2016</i>	<i>En %</i>		<i>Distribution aléatoire</i>	<i>400</i>	
Paris	2 190 327	17,4	20	70		20
Proche couronne	4 588 078	36,5	123	146		123
Reste du pôle urbain	3 955 565	31,5	285	126		126
Zones rurales de la couronne périurbaine	670 468	5,3	1050	21		21
Unités urbaines de la couronne périurbaine	1 165 254	9,3	292	37		37
Ensemble	12 569 692	100,0	1751	400		327

Tableau 2 – Nombre de destinations rejointes par les personnes en déménagement

		<i>Taille du sous- échantillon</i>	<i>Nbr. de destinations (a)</i>	<i>Maximum théorique du nombre de destinations (b)</i>	<i>En % du maximum théorique (a/b*100)</i>
Ensemble (c)		64 009	72	297	28,1
<i>Les 10 sous-échantillons les plus grands</i>					
<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>				
Paris-SudOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 781	146 (1)	688	21,2
Paris-NordEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 651	148	669	22,1
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 393	119	631	18,8
Paris-NordOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 101	96	589	16,3
Paris-EstCentre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 022	96	577	16,6
Paris-SudEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	951	131	567	23,1
Paris-NordEst	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	882	105	549	19,1
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personnes seules, en emploi	873	91	545	16,7
Paris-Centre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	866	82	542	15,1
Paris-NordOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	844	88	532	16,5
<i>Les 10 sous-échantillons au nombre de destinations le plus élevé</i>					
<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>				
Paris-NordEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 651	148	669	22,1
Paris-SudOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 781	146	688	21,2
Paris-SudEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	951	131	567	23,1
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 393	119	631	18,8
Paris-NordEst	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	606	116	422	27,5
92-NordCentre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	758	110	492	22,3
Paris-NordEst	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	517	108	381	28,3
Paris-SudOuest	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	504	107	375	28,5
Paris-NordEst	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	882	105	549	19,1
Paris-SudEst	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	701	102	466	21,9

		<i>Taille du sous-échantillon</i>	<i>Nbr. de destinations (a)</i>	<i>Maximum théorique du nombre de destinations (b)</i>	<i>En % du maximum théorique (a/b*100)</i>
<i>Les 10 sous-échantillons au nombre de destinations le plus bas</i>					
<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>				
94-Fontenay	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	108	17	108	15,7
92-Sud	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	127	24	125	19,2
Paris-Centre	Retraités, plus de 60 ans, DU, en couple avec enfants	105	24	105	22,9
Paris-NordOuest	C&PIS, 50 à 60 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	121	25	120	20,8
95-Cergy	Etudiants, moins de 30 ans, DU, personnes seules	106	26	106	24,5
Paris-SudOuest	C&PIS, plus de 60 ans, DU, en couple avec enfant et en emploi	102	27	102	26,5
Paris-Centre	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, personnes seules, en emploi	120	28	119	23,5
78-Houilles/Sartrouville	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	143	29	138	21,0
Paris-NordEst	PI, moins de 30 ans, DU, en couple sans enfant ou colocation, en emploi	100	29	100	29,0
Paris-EstCentre	Employés, moins de 30 ans, DU, personnes seules, en emploi	104	30	104	28,8

Source : Enquête Annuelle du Recensement, édition 2016, fichier MIGCOM, INSEE

Champ : personnes de référence et conjoints résidant dans l'aire urbaine de Paris et qui habitaient au 1er janvier de l'année précédente dans un autre logement, en région parisienne

(a) A l'échelle des communes

(b) Pour le calcul du maximum théorique, cf. section *Méthode et données*.

(c) Les statistiques propres à l'ensemble sont calculés par moyenne des sous-échantillons pondérée par la taille de ces derniers.

C&PIS : Cadres et professions intellectuelles supérieures, PI : professions intermédiaires, DU : diplômé d'université, 77 : département de la Seine-et-Marne, 78 : département des Yvelines, 91 : département de l'Essonne, 92 : département des Hauts-de-Seine, 93 : département de la Seine-Saint-Denis, 94 : département du Val-de-Marne, 95 : département du Val-d'Oise

(1) Lecture : pour le sous-échantillon correspondant aux C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi, résidant au départ le secteur Paris-SudOuest, les déménagements ont conduit les membres du groupe dans 146 communes différentes, ce qui représente 21,2% du maximum théorique

Tableau 3 – Distribution des distances séparant les destinations rejointes par les personnes en déménagement

		Taille du sous-échantillon	Distance entre destinations les plus éloignées Nord-Sud - en kilomètres	Distance entre destinations les plus éloignées Est-Ouest - en kilomètres	Distance entre destinations les plus éloignées Nord-Sud - en % de l'étendue de l'AUP (a)	Distance entre destinations les plus éloignées Est-Ouest - en % de l'étendue de l'AUP (a)	Distance entre destinations D1<>D9 Nord-Sud - en kilomètres (b)	Distance entre destinations D1<>D9 Est-Ouest - en kilomètres (b)	Distance entre destinations D1<>D9 Nord-Sud - en % de l'étendue de l'AUP	Distance entre destinations D1<>D9 Est-Ouest - en % de l'étendue de l'AUP
Ensemble (c)		64 009	64	67	43,1	41,6	11	12	7,1	7,6
<i>Les 10 sous-échantillons les plus grands</i>										
<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>									
Paris-SudOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1781	75	65	50,5 (1)	40,2	9	10	6,0	6,4
Paris-NordEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1651	95	97	64,4	60,1	8	13	5,7	7,9
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1393	83	79	55,9	48,9	8	10	5,5	6,4
Paris-NordOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1101	92	69	61,7	43,0	7	10	4,6	6,4
Paris-EstCentre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1022	82	98	55,1	60,5	6	10	4,3	6,0
Paris-SudEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	951	70	87	47,0	54,0	10	14	7,0	8,8
Paris-NordEst	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	882	77	63	52,2	38,8	8	10	5,1	6,1
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personnes seules, en emploi	873	54	53	36,2	32,6	7	9	4,9	5,6
Paris-Centre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	866	67	82	45,3	50,7	7	10	4,5	6,3
Paris-NordOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	844	52	61	35,1	37,6	7	9	4,6	5,6
<i>Les 10 sous-échantillons à la distance D1<>D9 Nord-Sud et Est-Ouest cumulée la plus élevée</i>										
<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>									
77-Melun/Combs-la-Ville	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	124	79	59	53,4	36,5	32	26	21,4	16,1
77-Lagny/Torcy	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	118	78	87	52,4	53,7	19	34	12,8	20,9

		Taille du sous-échantillon	Distance entre destinations les plus éloignées Nord-Sud - en kilomètres	Distance entre destinations les plus éloignées Est-Ouest - en kilomètres	Distance entre destinations les plus éloignées Nord-Sud - en % de l'étendue de l'AUP (a)	Distance entre destinations les plus éloignées Est-Ouest - en % de l'étendue de l'AUP (a)	Distance entre destinations D1<>D9 Nord-Sud - en kilomètres (b)	Distance entre destinations D1<>D9 Est-Ouest - en kilomètres (b)	Distance entre destinations D1<>D9 Nord-Sud - en % de l'étendue de l'AUP	Distance entre destinations D1<>D9 Est-Ouest - en % de l'étendue de l'AUP
91-Corbeil-Essonnes/Viry/Evry	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	111	77	58	51,9	35,7	31	20	21,1	12,5
78-Saint-Germain/Verneuil	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	110	38	90	25,8	56,0	20	30	13,7	18,8
91-Corbeil-Essonnes/Viry/Evry	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personnes seules, en emploi	102	78	51	52,6	31,9	30	19	20,0	12,0
Paris-NordEst	Employé, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	136	75	82	50,6	51,1	29	19	19,7	11,9
78-Conflans-Sainte-Honorine/Poissy	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	134	69	58	46,2	35,8	23	26	15,2	15,9
91-Draveil/Yerres/Epinay-sous-Sénart	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	118	69	76	46,8	47,2	26	21	17,7	13,2
91-Corbeil-Essonnes/Viry/Evry	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	141	72	51	48,4	31,9	30	18	20,0	11,0
95-Cergy	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	110	47	54	32,0	33,6	24	21	15,9	12,9

Les 10 sous-échantillons à la distance D1<>D9 Nord-Sud et Est-Ouest cumulée la plus faible

Secteur de départ

Profil

94-Fontenay	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	108	27	42	18,4	26,0	4	6	2,6	3,7
Paris-NordOuest	C&PIS, 50 à 60 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	121	29	74	19,7	46,2	4	6	2,9	3,9
Paris-Centre	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, personnes seules, en emploi	120	51	56	34,1	34,5	5	6	3,1	4,0
Paris-SudOuest	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	587	67	61	45,0	38,1	5	7	3,0	4,0
78-Versailles	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	178	74	52	50,1	32,2	6	6	4,2	3,6
Paris-Centre	Retraités, plus de 60 ans, DU, en couple avec enfants	105	28	73	18,7	45,3	4	7	2,6	4,2
Paris-Centre	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	282	63	61	42,2	38,1	5	7	3,1	4,4
Paris-Centre	C&PIS, 50 à 60 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	132	45	70	30,4	43,5	5	7	3,0	4,5

		<i>Distance entre destinations les plus éloignées Nord-Sud - en kilomètres</i>	<i>Distance entre destinations les plus éloignées Est-Ouest - en kilomètres</i>	<i>Distance entre destinations les plus éloignées Nord-Sud - en % de l'étendue de l'AUP (a)</i>	<i>Distance entre destinations les plus éloignées Est-Ouest - en % de l'étendue de l'AUP (a)</i>	<i>Distance entre destinations D1<>D9 Nord-Sud - en kilomètres (b)</i>	<i>Distance entre destinations D1<>D9 Est-Ouest - en kilomètres (b)</i>	<i>Distance entre destinations D1<>D9 Nord-Sud - en % de l'étendue de l'AUP</i>	<i>Distance entre destinations D1<>D9 Est-Ouest - en % de l'étendue de l'AUP</i>	
Paris-EstCentre	Etudiants, moins de 30 ans, DU, personnes seules	138	71	46	47,6	28,8	5	7	3,1	4,5
92-Sud	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	127	47	67	31,5	41,7	7	4	4,9	2,5

Source : Enquête Annuelle du Recensement, édition 2016, fichier MIGCOM, INSEE

Champ : personnes de référence et conjoints résidant dans l'aire urbaine de Paris et qui habitaient au 1er janvier de l'année précédente dans un autre logement, en région parisienne

(a) Cette proportion se calcule en rapportant la distance entre les destinations rejointes les plus lointaines sur l'axe Nord-Sud à la distance entre les communes les plus lointaines de l'Aire Urbaine de Paris sur l'axe Nord-Sud. Les distances sont des distances longitudinales et latitudinales, soit l'écart entre les coordonnées latitudinales de la commune la plus au nord et de celle la plus au sud d'une part, et l'écart entre les coordonnées longitudinales de la commune la plus à l'est et celle la plus à l'ouest. Soit : $(\text{MaxDest}(x) - \text{MinDest}(x)) / (\text{MaxAUP}(x) - \text{MinAUP}(x)) * 100$ et $(\text{MaxDest}(y) - \text{MinDest}(y)) / (\text{MaxAUP}(y) - \text{MinAUP}(y)) * 100$

(b) Le premier et le dernier décile de la distribution des coordonnées relatives aux destinations rejointes correspondent à la coordonnée en dessous de laquelle se trouvent les 10% des destinations les plus au sud/ouest et à la coordonnée au-dessus de laquelle se trouvent les 10% des destinations les plus au nord/ouest

(c) Les statistiques propres à l'ensemble sont calculés par moyenne des sous-échantillons pondérée par la taille de ces derniers.

C&PIS : Cadres et professions intellectuelles supérieures, PI : professions intermédiaires, DU : diplômé d'université, 77 : département de la Seine-et-Marne, 78 : département des Yvelines, 91 : département de l'Essonne, 92 : département des Hauts-de-Seine, 93 : département de la Seine-Saint-Denis, 94 : département du Val-de-Marne, 95 : département du Val-d'Oise

(1) Lecture : pour le sous-échantillon correspondant aux C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi, résidant au départ le secteur Paris-SudOuest, la distance latitudinale entre la destination la plus au nord et la plus au sud représente 50,5% de la distance latitudinale entre les communes la plus au nord et la plus au sud de l'Aire Urbaine de Paris

Tableau 4 – Distribution des « cadres de vie » rejoints par les personnes en déménagement

	Taille du sous-échantillon	Distribution géographique des destinations - en %					
		Paris	Petite Couronne	Reste du pôle urbain de Paris	Communes rurales de la couronne périurbaine	Communes urbaines de la couronne périurbaine	
Sous-échantillons Paris (a)	35 396	70,2	23,7	5,4	0,1	0,6	100,0
Sous-échantillons Petite couronne (a)	19 204	13,2	71,8	13,5	0,3	1,2	100,0
Sous-échantillons Grande couronne (a)	9 409	6,7	13,5	74,2	1,7	3,5	100,0

Les 10 sous-échantillons les plus grands

Secteur de départ	Profil	Taille du sous-échantillon	Paris	Petite Couronne	Reste du pôle urbain de Paris	Communes rurales de la couronne périurbaine	Communes urbaines de la couronne périurbaine	
Paris-SudOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 781	59,2 (1)	33,5	6,8	0,1	0,4	100,0
Paris-NordEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 651	61,5	32,6	4,8	0,2	0,8	100,0
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 393	66,6	27,3	5,3	0,0	0,8	100,0
Paris-NordOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 101	70,2	23,7	5,5	0,2	0,4	100,0
Paris-EstCentre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	1 022	72,7	24,2	2,7	0,1	0,3	100,0
Paris-SudEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	951	56,7	34,8	7,4	0,0	1,2	100,0
Paris-NordEst	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	882	69,7	25,3	4,4	0,1	0,5	100,0
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personnes seules, en emploi	873	75,4	21,0	3,7	0,0	0,0	100,0
Paris-Centre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	866	79,1	18,1	2,4	0,2	0,1	100,0
Paris-NordOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	844	71,8	24,4	3,7	0,0	0,1	100,0

Les 10 sous-échantillons pour lesquels les destinations sont les plus concentrées dans un secteur unique

<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>	<i>Taille du sous-échantillon</i>	<i>Paris</i>	<i>Petite Couronne</i>	<i>Reste du pôle urbain de Paris</i>	<i>Communes rurales de la couronne périurbaine</i>	<i>Communes urbaines de la couronne périurbaine</i>	
94-Fontenay	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	108	0,0	97,2	2,8	0,0	0,0	100,0
78-Conflans-Sainte-Honorine/Poissy	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	107	0,0	3,7	93,5	0,9	1,9	100,0
78-Houilles/Sartrouville	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	143	5,6	0,7	93,0	0,0	0,7	100,0
Paris-Centre	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, personne seule, en emploi	120	90,0	8,3	0,8	0,0	0,8	100,0
78-Versailles	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	178	3,4	3,4	89,3	1,7	2,2	100,0
91-Athis-Mons/Vigneux/Savigny	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	115	1,7	7,0	88,7	1,7	0,9	100,0
Paris-Centre	Retraité, plus de 60 ans, DU, en couple avec enfants	105	88,6	6,7	1,9	0,0	2,9	100,0
94-Fontenay	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	168	2,4	87,5	8,3	0,0	1,8	100,0
Paris-EstCentre	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personnes seules, en emploi	400	87,3	10,5	2,3	0,0	0,0	100,0
Paris-Centre	C&PIS, 50 à 60 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	132	86,4	7,6	3,0	0,8	2,3	100,0

Les 10 sous-échantillons pour lesquels les destinations sont les moins concentrées dans un secteur unique

<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>		<i>Paris</i>	<i>Petite Couronne</i>	<i>Reste du pôle urbain de Paris</i>	<i>Communes rurales de la couronne périurbaine</i>	<i>Communes urbaines de la couronne périurbaine</i>	
Paris-NordEst	Employés, moins de 30 ans, équivalent Bac, en couple avec enfants et en emploi	136	41,2	33,1	24,3	0,0	1,5	100,0
91-Corbeil-Essonnes/Viry/Evry	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	102	31,4	20,6	45,1	1,0	1,0	100,0

		<i>Taille du sous- échantillon</i>	<i>Paris</i>	<i>Petite Couronne</i>	<i>Reste du pôle urbain de Paris</i>	<i>Communes rurales de la couronne périurbaine</i>	<i>Communes urbaines de la couronne périurbaine</i>	
91-Palaiseau/Gif-sur-Yvette	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	132	21,2	31,8	45,5	0,0	1,5	100,0
Paris-SudEst	Employés, moins de 30 ans, équivalent Bac, en couple avec enfants et en emploi	120	46,7	40,0	11,7	0,0	1,7	100,0
78-Versailles	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	167	28,7	22,2	48,5	0,0	0,6	100,0
Paris-NordEst	C&PIS, entre 50 et 60 ans, DU, en couple avec enfants, en emploi	106	50,0	41,5	6,6	0,9	0,9	100,0
Paris-SudEst	Employés, entre 30 et 40 ans, équivalent Bac, en couple avec enfants et en emploi	135	51,1	41,5	6,7	0,0	0,7	100,0
92-Centre	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	140	30,0	52,1	17,1	0,0	0,7	100,0
92-CentreParis	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	220	40,9	52,7	5,5	0,0	0,9	100,0
92-NordOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	117	23,1	53,0	23,9	0,0	0,0	100,0

Source : Enquête Annuelle du Recensement, édition 2016, fichier MIGCOM, INSEE

Champ : personnes de référence et conjoints résidant dans l'aire urbaine de Paris et qui habitaient au 1er janvier de l'année précédente dans un autre logement, en région parisienne

(a) Les statistiques propres à l'ensemble des sous-échantillons parisiens (soit les sous-échantillons de personnes résidant au départ dans un secteur parisien) sont calculés par moyenne des sous-échantillons parisiens pondérée par la taille de ces derniers. Le même principe s'applique aux sous-échantillons de proche couronne et de grande couronne

C&PIS : Cadres et professions intellectuelles supérieures, PI : professions intermédiaires, DU : diplômé d'université, 77 : département de la Seine-et-Marne, 78 : département des Yvelines, 91 : département de l'Essonne, 92 : département des Hauts-de-Seine, 93 : département de la Seine-Saint-Denis, 94 : département du Val-de-Marne, 95 : département du Val-d'Oise

(1) Lecture : pour le sous-échantillon correspondant aux C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi, résidant au départ le secteur Paris-SudOuest, 59,2% des déménagements ont conduit les personnes dans un logement situé à Paris

Tableau 5 – Distribution du profil social des destinations rejointes par les personnes en déménagement

		<i>Taille du sous- échantillon</i>	<i>Destination au revenu médiante le plus bas (a) (euros) (Min)</i>	<i>Destination au revenu médiante le plus haut (euros) (Max)</i>	<i>Premier décile (D1) des destinations (b)</i>	<i>Dernier décile (D9) des destinations (b)</i>	<i>Ecart Max- Min - en % de l'étendue propre à l'AUP (c)</i>	<i>Ecart D9-D1 - en % de l'étendue propre à l'AUP</i>
Ensemble (d)		64 009	14 518	41 710	20 405	33 035	88	41
<i>Les 10 sous-échantillons les plus grands</i>								
<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>							
Paris-SudOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple et en emploi	1 781	13241 (1)	43 849	21 805	38 387	99	54
Paris-NordEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple et en emploi	1 651	13 204	43 849	18 428	30 931	99	41
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple et en emploi	1 393	14 622	43 849	22 117	38 387	95	53
Paris-NordOuest	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple et en emploi	1 101	13 241	43 849	21 542	38 387	99	55
Paris-EstCentre	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	1 022	13 241	43 849	19 611	31 451	99	38
Paris-SudEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple et en emploi	951	13 241	43 849	19 468	31 451	99	39
Paris-NordEst	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple et en emploi	882	13 204	43 849	18 789	30 931	99	39
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple et en emploi	873	13 241	43 849	21 542	38 387	99	55
Paris-Centre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple et en emploi	866	13 399	43 849	21 542	42 466	99	68
Paris-NordOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, en couple et en emploi	844	14 452	43 849	21 542	33 258	95	38

Les 10 sous-échantillons à l'écart D9-D1 le plus grand

<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>							
Paris-Centre	Retraités, plus de 60 ans, DU, en couple avec enfants	105	15 074	42 466	21 017	42 466	89	70
Paris-Centre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	866	13 399	43 849	21 542	42 466	99	68
Paris-Centre	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, personne seule, en emploi	332	13 241	43 849	21 542	42 466	99	68
Paris-SudOuest	Employés, moins de 30 ans, équivalent Bac, personne seule, en emploi	110	13 241	39 063	17 943	38 387	84	66
Paris-SudOuest	Employés, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	162	13 241	43 849	19 037	38 387	99	63
Paris-Centre	C&PIS, 50 à 60 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	132	17 329	42 466	23 347	42 466	82	62
92-Neuilly	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	140	16 716	43 849	24 819	43 849	88	62
Paris-Centre	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, personne seule, en emploi	120	18 428	43 849	21 542	40 540	82	62
Paris-SudOuest	C&PIS, moins de 30 ans, DU, personne seule, en emploi	157	14 622	42 466	19 468	38 387	90	61
Paris-Centre	Employés, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	107	14 182	42 466	19 611	38 387	92	61

Les 10 sous-échantillons à l'écart D9-D1 le plus petit

<i>Secteur de départ</i>	<i>Profil</i>							
77-Champs-sur-Marne/Pontault-Combault	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	122	18 428	38 387	20 743	26 163	65	18
92-CentreParis	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	704	17 329	43 849	25 618	31 777	86	20
93-Nord	Ouvriers, 30 à 40 ans, Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou DNB, en couple avec enfants et en emploi	107	13 026	26 976	14 182	20 357	45	20
91-Arpajon/Brétigny	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	111	17 055	36 616	20 401	27 110	63	22

78-Versailles	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	178	21 017	42 466	26 540	33 254	70	22
78-Plaisir/Saint-Cyr	PI, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	104	16 546	35 650	22 617	29 561	62	23
91-Longjumeau/Les Ulis/Massy	PI, moins de 30 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	147	16 325	42 466	21 713	28 743	85	23
92-SudParis	C&PIS, 40 à 50 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	118	14 622	43 849	21 017	28 317	95	24
91-Draveil/Yerres/Epinay-sous-Sénart	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	123	17 055	33 933	19 611	26 921	55	24
78-Plaisir/Saint-Cyr	C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi	140	15 640	34 736	23 318	30 713	62	24

Source : Enquête Annuelle du Recensement, édition 2016, fichier MIGCOM, INSEE

Champ : personnes de référence et conjoints résidant dans l'aire urbaine de Paris et qui habitaient au 1er janvier de l'année précédente dans un autre logement, en région parisienne

(a) Les données relatives au revenu médian par unité de consommation du ménage dans les communes proviennent de l'INSEE.

(b) Le premier et le dernier décile de la distribution des revenus médians relative aux destinations rejointes correspondent au niveau en dessous duquel se trouve les 10% des destinations aux revenus médians les plus bas et au niveau au-dessus duquel se trouve les 10% des destinations aux revenus médians les plus élevés

(c) Cette proportion se calcule en rapportant l'écart Max-Min relatif aux destinations rejointes à l'écart Max-Min propre à l'Aire urbaine de Paris, soit l'écart entre le revenu médian le plus élevé et le plus bas dans l'Aire Urbaine de Paris . Soit : $(\text{Max}(\text{Dest})-\text{Min}(\text{Dest})) / (\text{Max}(\text{AUP})-\text{Min}(\text{AUP})) * 100$

(d) Les statistiques propres à l'ensemble sont calculés par moyenne des sous-échantillons pondérée par la taille de ces derniers.

C&PIS : Cadres et professions intellectuelles supérieures, PI : professions intermédiaires, DU : diplômé d'université, 77 : département de la Seine-et-Marne, 78 : département des Yvelines, 91 : département de l'Essonne, 92 : département des Hauts-de-Seine, 93 : département de la Seine-Saint-Denis, 94 : département du Val-de-Marne, 95 : département du Val-d'Oise

(1) Lecture : pour le sous-échantillon correspondant aux C&PIS, 30 à 40 ans, DU, en couple avec enfants et en emploi, résidant au départ le secteur Paris-SudOuest, la destination rejointe dont le revenu médian par unité de consommation du ménage est le plus bas se caractérise par un revenu médian s'élevant à 13'241 euros par an.

Tableau A1 – Secteurs géographiques définis

<i>Secteur</i>	<i>Nombre de communes</i>	<i>Population 2016</i>	<i>Secteur</i>	<i>Nombre de communes</i>	<i>Population 2016</i>
Paris-Centre	7	258 503	77-La Ferté-sous-Jouarre	47	61 580
Paris-EstCentre	2	243 770	77-Lagny/Torcy	19	121 553
Paris-NordEst	3	581 759	77-Melun/Combs-la-Ville	14	135 187
Paris-NordOuest	3	267 832	77-Mitry-Mory	19	61 440
Paris-SudEst	2	326 240	77-Montereau	21	67 199
Paris-SudOuest	3	542 341	77-Nangis	46	59 757
92-Bagneux	1	39 763	77-Nemours	50	59 385
92-Centre	8	192 000	77-Ozoir	12	62 707
92-CentreParis	2	188 040	77-Provins	77	57 858
92-Clichy	1	60 387	77-Savigny/Saint-Fargeau	12	121 011
92-Neuilly	1	60 580	77-Serris	24	69 247
92-Nord	2	70 901	78-Aubergenville	40	69 386
92-NordCentre	4	225 264	78-Bonnières-sur-Seine	67	58 916
92-NordCentreParis	3	156 744	78-Chatou/Le Chesnay-Rocquencourt	10	150 724
92-NordOuest	2	179 626	78-Conflans-Sainte-Honorine/Poissy	7	137 109
92-Sud	3	102 220	78-Houilles/Sartrouville	6	144 635
92-SudOuest	5	184 017	78-Limay/Les Mureaux	30	114 891
92-SudParis	4	143 726	78-Mantes-la-Jolie	5	79 116
93-Centre	3	149 067	78-Maurepas	16	71 257
93-CentreEst	3	94 246	78-Montigny/Trappes	5	125 804
93-CentreSud	2	75 462	78-Plaisir/Saint-Cyr	10	116 847
93-EstParis	6	266 891	78-Rambouillet	35	78 386
93-EstRiche	5	86 499	78-Saint-Germain/Verneuil	19	146 019
93-Nord	7	318 525	78-Versailles	6	138 502
93-NordEst	3	79 316	91-Arpajon/Brétigny	22	123 682
93-OuestNord	4	137 960	91-Athis-Mons/Vigneux/Savigny	8	155 356
93-OuestSud	5	297 349	91-Corbeil-Essonnes/Viry/Evry	7	192 389
93-Sud	2	101 344	91-Dourdan	28	66 143
94-Cachan	6	142 776	91-Draveil/Yerres/Epinay-sous-Sénart	15	178 086
94-Chennevières	2	38 675	91-Etampes	42	62 649

94-Créteil	3	150 730	91-Longjumeau/Les Ulis	7	53 520
94-Fontenay	5	154 641	91-Longjumeau/Les Ulis/Massy	10	137 373
94-Gentilly	4	119 779	91-Mennecy	28	66 667
94-Ivry	2	153 526	91-Palaiseau/Gif-sur-Yvette	15	123 996
94-Limeil	2	42 515	91-Ris-Orangis/Sainte-Geneviève	10	127 332
94-Maisons-Alfort	2	130 182	95-Argenteuil/Bezons/Sannois/Franconville	6	246 841
94-Orly	6	142 458	95-Cergy	7	117 060
94-Santeny	4	20 901	95-Domont	11	60 837
94-Sucy	5	57 937	95-Ermont/Montmorency/Deuil	12	173 103
94-Villiers	2	106 635	95-Fosses	21	58 219
94-Vincennes	4	117 396	95-Goussainville	8	56 953
77-Champs-sur-Marne/Pontault-Combault	7	125 473	95-L'Isle-Adam	15	64 203
77-Chelles/Villeparisis	7	108 595	95-Pontoise	30	53 956
77-Claye-Souilly/Meaux	31	107 483	95-Saint-Ouen	12	56 315
77-Coulommiers	49	63 860	95-Taverny/Herblay	7	104 881
77-Fontainebleau	34	63 599	95-Vauréal	38	52 032
77-Fontenay-Trésigny	33	51 440	95-Villiers/Sarcelles/Garges	9	176 984